

Procédé d'assurance

La présente invention concerne un procédé d'assurance, destiné en particulier mais non exclusivement à garantir les dommages causés à un tiers ou les dommages subis par un bien que l'on possède.

L'invention concerne également un procédé de vente ou de location d'un véhicule.

L'invention concerne également un procédé de réassurance.

Les polices d'assurance sont des contrats établis pour des durées prédéterminées, éventuellement renouvelables tacitement.

Dans les polices d'assurance connues, la somme initiale ou prime payée par le client à l'assureur correspond uniquement aux frais d'assurance, c'est-à-dire au montant demandé par l'assureur pour couvrir les risques pendant la période du contrat, généralement d'une année.

Il existe un besoin pour fidéliser davantage un client et faire participer celui-ci aux risques encourus par l'assureur.

L'invention vise notamment à répondre à ce besoin, et elle y parvient grâce à un nouveau procédé d'assurance comportant les étapes suivantes :

- établir un contrat entre un client à assurer et un assureur offrant d'assurer le client contre des sinistres éventuels, contrat selon lequel l'assuré verse à l'assureur une somme initiale couvrant au moins les frais d'assurance pendant une durée prédéterminée,
- investir dans un placement au moins une partie de ladite somme initiale, de manière à ce que la somme investie procure des gains,
- à la fin de ladite durée prédéterminée, rembourser au client une somme fonction des gains procurés par le placement effectué par l'assureur et des sinistres que l'assureur a eu à supporter pendant ladite durée prédéterminée.

Grâce à l'invention, pendant toute la durée pendant laquelle le client est assuré, une partie au moins de la somme payée par celui-ci à l'assureur à la signature du contrat peut être productrice de gains susceptibles de bénéficier au client.

Ce procédé d'assurance présente l'avantage pour l'assureur d'accroître sa trésorerie, de faire participer les clients aux risques, ce qui tend à diminuer ces derniers, et de fidéliser ses clients.

Pour les clients, le procédé d'assurance présente l'avantage de leur permettre de se constituer un capital à l'aide des primes qu'ils auraient de toute manière à payer.

Selon un aspect de l'invention, la somme remboursée au client correspond au moins, si aucun sinistre ne s'est produit, à une fraction majoritaire des gains procurés par le placement.

Selon un aspect de l'invention, la somme remboursée correspond à la totalité des gains procurés par le placement.

Selon un aspect de l'invention, le placement effectué est à taux minimum garanti, ce taux pouvant être fixe ou variable.

Selon un aspect de l'invention, on offre au client de signer un avenant au contrat en cours de validité de celui-ci pour lui permettre le versement d'un apport, en cas d'augmentation du risque.

Selon un aspect de l'invention, on offre au client de signer un avenant au contrat en cours de validité pour lui permettre d'effectuer un retrait, en cas de diminution du risque.

Selon un aspect de l'invention, la durée prédéterminée est supérieure à une durée déterminée, fixée par la législation et permettant d'obtenir un avantage fiscal.

Selon un aspect de l'invention, le remboursement s'effectue sous forme de capital.

Selon un aspect de l'invention, le remboursement s'effectue sous forme de rente.

Selon un aspect de l'invention, les sinistres couverts par l'assureur concernent un bien choisi dans la liste suivante : véhicules, notamment automobiles, appartenant ou utilisé par le client, bateaux ou autres biens pour les loisirs, biens immobiliers appartenant au client et/ou servant d'habitation à celui-ci, biens professionnels.

Selon un aspect de l'invention, la somme initiale versée par le client est supérieure au cumul des primes payées d'avance.

Selon un autre aspect de l'invention, la somme initiale versée par le client est inférieure au cumul des primes dues pendant la durée du contrat, au moins une fraction des gains servant à payer au moins une fraction des primes.

Selon un aspect de l'invention, la durée du contrat est supérieure à une année, et de préférence supérieure ou égale à trois années.

Selon un aspect de l'invention, on propose au client plusieurs durées de contrats, les contrats longue durée étant plus avantageux que les contrats de courte durée en termes de rendements susceptibles d'être procurés.

Par exemple, en prolongeant le contrat dans le temps, le client peut capitaliser et se constituer ainsi un complément de retraite.

Selon un aspect de l'invention, l'assureur peut restituer au client, en fin de contrat longue durée, par exemple supérieure ou égale à cinq ans, l'intégralité de la somme initiale

majorée des gains procurés par le placement effectué par l'assureur, ce qui revient à faire cadeau d'une partie au moins des frais d'assurance, afin par exemple de remercier un client particulièrement fidèle ou devant être privilégié ou partant à la retraite, et n'ayant eu aucun sinistre.

L'invention a encore pour objet un procédé pour assurer un engin de locomotion terrestre, aérien ou maritime, comprenant les étapes suivantes :

- a) verser à l'assureur en sus de l'achat ou de la location du véhicule une somme supérieure ou égale aux frais d'assurance pendant une période prédéterminée,
- b) placer au moins une fraction de la somme versée par le client dans un placement choisi de manière à ce que les gains procurés par ce placement compensent les frais d'assurance en l'absence de sinistre,
- c) restituer au client en l'absence de sinistre, à la fin de ladite période prédéterminée, au moins ladite somme initiale.

Ainsi, un constructeur automobile faisant office d'assureur ou un assureur peut proposer à un client une assurance automobile à coût nul, ce qui est particulièrement attractif sur le plan commercial.

Si la législation fiscale le permet, une partie au moins de la somme initiale versée par le client à l'assureur est prélevée sur le montant de la TVA due pour l'achat du véhicule et une partie au moins des gains procurés par le placement est destinée à procurer un complément de retraite.

L'invention a encore pour objet un système permettant d'éditer une police d'assurance, comportant :

- des moyens pour rentrer la durée du contrat,
- des moyens pour rentrer la nature du ou des biens à assurer,
- des moyens pour calculer éventuellement le cumul des primes dues pendant la durée du contrat, en fonction de la nature du ou des biens à assurer,
- des moyens pour rentrer le montant d'une somme initiale versée par un client,
- des moyens pour délivrer une information concernant les gains susceptibles d'être procurés par un placement portant sur une fraction au moins de la somme initiale effectuée par l'assureur et susceptible de profiter au client,
- des moyens pour imprimer une police d'assurance comportant au moins la durée du contrat, le montant de la somme initiale versée par le client, la nature du ou des biens assurés, et une information concernant les gains susceptibles d'être procurés par ledit placement.

L'invention a encore pour objet une police d'assurance comportant :

- une durée de contrat,
- le montant d'une somme initiale versée par le client,
- la nature d'au moins un bien assuré,
- une information concernant les gains susceptibles d'être procurés par un

placement portant sur au moins une fraction de la somme initiale versée par le client, et susceptible de profiter au client.

D'autres caractéristiques et avantages de la présente invention ressortiront à la lecture de la description détaillée qui va suivre, d'exemples non limitatifs de mise en œuvre de l'invention, et à l'examen du dessin annexé, sur lequel :

- la figure 1 est une vue schématique représentant un exemple de dispositif permettant d'éditer une police d'assurance,
- la figure 2 est un schéma en blocs illustrant un premier exemple de procédé d'assurance selon l'invention,
- la figure 3 est un schéma en blocs illustrant un second exemple de procédé d'assurance selon l'invention,
- la figure 4 représente de manière schématique une police d'assurance,
- la figure 5 est un exemple de calcul des gains procurés par les sommes investies par l'assureur,
- la figure 6 est un exemple de tableau permettant de déterminer la somme à restituer au client,
- la figure 7 est un autre exemple de tableau de calcul des gains, avec apport de capital en cours de contrat,
- la figure 8 est un autre exemple de tableau de calcul des gains, avec retrait en cours de contrat,
- la figure 9 est un tableau illustrant la variabilité du montant des primes annuelles dues, et
- la figure 10 est un tableau illustrant un procédé d'assurance automobile à coût nul pour l'automobiliste.

On a représenté à la figure 1 un dispositif 1 permettant d'éditer une police d'assurance, comportant : des moyens de traitement de données 2, constitués par exemple par l'unité centrale d'un ordinateur personnel et comprenant une interface permettant de communiquer avec un réseau informatique 3, par exemple un réseau Intranet reliant les agences commerciales de l'assureur, des moyens 4 permettant d'entrer des données, tels qu'un

clavier, une souris ou un écran tactile, des moyens d'affichage 5 tels qu'un écran à tube cathodique ou à cristaux liquides et une imprimante 6 à aiguilles, à jet d'encre ou laser par exemple.

L'unité centrale 2 peut être programmée pour traiter les données entrées à l'aide du clavier 4, additionnellement ou en variante les envoyer sur le réseau 3, et récupérer éventuellement les résultats d'un traitement effectué à distance.

Le dispositif 1 permet d'éditer une police d'assurance 10 telle que celle représentée schématiquement à la figure 4.

Une telle police d'assurance 10 comporte notamment le nom de l'assureur avec lequel le client contracte, l'assureur pouvant être une banque ou une compagnie d'assurance, le nom du client ou un numéro de client, le montant initial payé par le client, la durée du contrat, la nature du ou des biens assurés et la nature du placement effectué par l'assureur ou une information analogue, comme cela sera précisé plus loin.

La police d'assurance 10 peut également renvoyer à une feuille annexe précisant les conditions générales d'assurance, notamment les conditions de restitution d'un capital en fin de contrat.

On va maintenant décrire en référence à la figure 2 un exemple de mise en œuvre du procédé d'assurance selon l'invention.

A l'étape initiale 20, le client contracte avec l'assureur et ce dernier édite au moyen du dispositif 1 décrit ci-dessus la police d'assurance 10.

Lors de la signature du contrat, le client verse un montant initial à l'assureur, par exemple 10,000 dollars dans l'exemple décrit, la durée du contrat étant de cinq ans par exemple et le bien assuré étant par exemple un véhicule.

L'étape suivante 21 du procédé consiste pour l'assureur à investir une partie du montant payé par le client de manière à ce qu'il lui rapporte, éventuellement avec une part de risque plus ou moins importante, selon la nature du support dans lequel les fonds sont investis.

L'argent peut être placé par exemple sur des bons du Trésor procurant un rendement prédéterminé avec un faible risque, sur des obligations, sur des obligations convertibles, sur les marchés d'actions, sur des fonds communs de placement, notamment ceux proposés par l'assureur ou un établissement affilié.

On suppose dans l'exemple décrit que le placement procure un revenu annuel égal à 10 % des sommes placées, dans un souci de simplification de l'exposé, la durée du contrat étant supposée égale à cinq ans.

On suppose également dans cet exemple que le montant de la prime annuelle est

de 2,000 dollars.

La somme placée la première année vaut ainsi $10,000 - 2,000 = 8,000$ dollars et procure un gain de 800 dollars, comme indiqué dans le tableau de la figure 5, portant le capital à 8,800 dollars.

L'année suivante, 2,000 dollars sont prélevés sur les 8,800 dollars pour payer la prime pour la deuxième année.

Le solde, à savoir 6,800 dollars, est placé et procure un revenu de 680 dollars.

Les résultats du calcul pour les troisième, quatrième et cinquième années sont donnés dans le tableau de la figure 5.

A l'étape 22 du procédé de la figure 2, on calcule le total des gains du placement, susceptibles d'être restitués au client.

Dans l'exemple illustré, le placement a procuré des gains s'élevant à 2,673,88 dollars.

A l'étape 23, la somme effectivement restituée au client est calculée en fonction du nombre de sinistres intervenus pendant la durée du contrat.

Ce calcul peut être effectué, par exemple, selon le tableau de la figure 6, à savoir qu'en l'absence de sinistre, 100% des gains sont restitués au client, pour un seul sinistre ayant fait l'objet d'une indemnisation par l'assureur, 50% des gains sont restitués, et pour un nombre supérieur de sinistres, la totalité des gains reste attribuée à l'assureur.

La somme devant être restituée au client peut lui être remise sous la forme d'une sortie 24 en capital ou d'une sortie 25 sous forme de rente.

Le procédé de la figure 3 diffère de celui de la figure 2 par le fait que le contrat est renégocié avant son expiration, à l'étape 26, pour permettre au client d'effectuer un apport 27 ou un retrait 28.

Un apport 27 est par exemple nécessaire lorsque le client souhaite assurer des biens supplémentaires, de sorte que le montant de la prime augmente.

A titre d'exemple, le tableau de la figure 7 correspond au cas où un versement exceptionnel de 5,000 dollars est effectué par le client à la fin de la troisième année pour couvrir l'augmentation du montant de la prime annuelle de 2,000 dollars à 5,000 dollars, afin d'assurer un véhicule et une maison, par exemple, au lieu d'un véhicule seulement.

Le cas contraire peut se produire, par exemple une diminution du risque due au fait que la nature des biens à assurer change et entraîne une diminution du montant de la prime annuelle.

A titre d'exemple, on a représenté sur le tableau de la figure 8 le cas où le client

effectue un retrait de 5,000 dollars à la fin de la troisième année, retrait permis grâce au fait que le montant de la prime passe de 2,000 dollars à 500 dollars, le nouveau bien à assurer étant par exemple un véhicule de plus petite cylindrée.

Le montant des primes annuelles peut être constant sur la durée du contrat ou varier, par exemple en raison d'un sinistre intervenu pendant la durée du contrat ou au contraire de l'absence de sinistre.

A titre d'exemple, on a illustré à la figure 9 le cas où la prime annuelle diminue en raison de l'absence d'accident impliquant le conducteur du véhicule.

Le montant versé initialement par le client peut excéder le simple paiement d'avance des primes pour la période du contrat.

Ainsi, par exemple, dans le cas de la figure 5, le montant initial versé par le client pourrait être supérieur à 10,000 dollars, ce montant se décomposant alors en une fraction destinée à payer les primes d'assurance sur la période du contrat, soit 10,000 dollars, et un excédent destiné à être placé par l'assureur et restitué à l'expiration du contrat, quel que soit le nombre de sinistres intervenus.

Lorsque cela est possible, la durée du contrat est avantageusement choisie supérieure à une durée minimale imposée par la législation permettant de bénéficier d'avantages fiscaux.

Ainsi, la durée du contrat peut par exemple être supérieure à huit ans en France, afin de faire profiter le client d'une exonération de l'impôt sur les gains procurés par le placement effectué par l'assureur.

A la fin du contrat, la somme peut être restituée au client ou éventuellement, si cela est permis par la législation, à une personne autre que le client et désignée par lui, sans imposition.

L'invention permet encore d'assurer un véhicule automobile à un coût nul pour l'automobiliste.

On suppose, à titre d'exemple, qu'un automobiliste achète un véhicule 50 000 \$ et verse à l'assureur ou au constructeur automobile si celui-ci fait office d'assureur, une somme égale à 22 000 \$, le montant des primes d'assurance étant de 2000 \$.

Chaque année, 20 000 \$ sont placés et l'on suppose qu'ils rapportent 10%, soit 2000 \$, ce qui permet de payer la prime d'assurance.

On comprend ainsi, comme illustré sur le tableau de la figure 10, que l'automobiliste peut récupérer, en l'absence de sinistre, après cinq années par exemple, l'intégralité du montant initial, soit 22 000 \$.

Autrement dit, l'assurance de son véhicule aura été financée par les intérêts produits par le placement effectué par l'assureur. Cette somme restituée à l'automobiliste peut être réinvestie le cas échéant dans l'achat d'un nouveau véhicule, éventuellement moins coûteux que le premier, la somme restituée au client pouvant à la limite payer entièrement le nouveau véhicule.

Dans un exemple de mise en œuvre de l'invention, la législation fiscale permet à un client d'être exonéré du paiement de la TVA due pour l'achat du véhicule à condition pour celui-ci de verser la somme correspondante à l'assureur, à charge pour ce dernier d'investir cette somme et de la restituer au client après une durée prédéterminée sous la forme d'un complément de retraite, par exemple un capital retraite ou une rente.

On peut ainsi prévoir, dans une mise en œuvre particulière de l'invention, que le client ne récupère les gains du placement effectué par l'assureur, en l'absence de sinistre, qu'à sa retraite.

L'invention s'applique également à la réassurance, le "client" étant alors constitué par une société d'assurance qui souhaite se réassurer auprès d'une autre société d'assurance.

Bien entendu, l'invention n'est pas limitée aux seuls exemples de mise en œuvre qui viennent d'être décrits.

La police d'assurance peut présenter diverses formes, et notamment être éditée manuellement ou établie par voie informatique uniquement, sans support papier.